

Jahn

plus entendu parler. La Commission en connaît la teneur.

Première question : La Commission peut-elle indiquer quelles sont parmi les actions prévues dans le programme d'action en matière d'environnement

- a) celles qui ont été présentées par la Commission dans les délais,
 - b) celles qui ont été adoptées par le Conseil dans les délais,
 - c) celles qui n'ont pas été présentées par la Commission dans les délais fixés,
 - d) celles qui n'ont pas été adoptées par le Conseil dans les délais fixés ?
2. Dans la mesure où il n'a pas été possible d'examiner les documents dans les délais, quel sera le retard probable dans les différents cas ?
 3. Pour quels motifs ces retards sont-ils intervenus dans la réalisation du programme ?
 4. Dans quelle mesure ces retards sont-ils dus à une pénurie de personnel ou de moyens financiers ?
 5. Quels seront, de l'avis de la Commission, les effets préjudiciables des réductions de crédits opérées par le Conseil aux postes du budget général de l'exercice 1975 (relatifs à la protection de l'environnement (doc. 288/74) ?
 6. La Commission est-elle consciente du fait que tout retard apporté à la réalisation du programme d'action en matière d'environnement implique une stagnation et du fait que tout retard apporté à la suppression des causes de dégradation de l'environnement rend celle-ci beaucoup plus onéreuse ?
 7. Quelles mesures concrètes la Commission compte-t-elle prendre et quelles propositions peut-elle présenter pour assurer que, à l'avenir, le programme d'action en matière d'environnement sera normalement exécuté et dans les délais fixés ?

Monsieur le Président, je n'ai fait qu'énumérer, une par une, les questions qui, selon le programme d'action, doivent être résolues le 31 décembre au plus tard. Elles figurent dans la question orale avec débat que j'ai formulée et j'aimerais inviter M. Scarascia Mugnozza à répondre à cette question que j'ai fait parvenir il y a six semaines à la Commission.

J'estime — mais nous devons encore en discuter en commission — que nous devrions engager, au mois de janvier ou de février, en présence du Conseil, un débat qui serait le prolongement de ma question afin de déterminer dans quelle mesure le Conseil empêche la Commission de mener à bien les tâches qui lui ont été assignées aux termes du programme d'action en matière d'environnement que le Conseil a lui-même adopté. Mais j'aimerais qu'il soit répondu déjà ce soir à ma question.

M. le Président. — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (I) Je l'ai déjà dit : je n'aurai aucune difficulté à répondre à la question de M. Jahn. Je tenais simplement à souligner que lorsqu'on pose une question, l'on ne présente pas en même temps une liste de mesures qui n'auraient pas été prises, en affirmant qu'elles figurent dans le programme de la Commission. J'ai, par ailleurs, tenu à prendre l'exemple du Rhin pour dire que si nous n'avions encore jamais parlé de cette question, il aurait été justifié de la soulever ; mais étant donné que nous en avons parlé à plusieurs reprises en commission et en assemblée plénière, je ne comprends pas pourquoi l'on relance cette question. Cela signifie que toute discussion est donc inutile.

Quoi qu'il en soit, comme je ne tiens pas à ce que l'on puisse dire que, ce soir, la Commission a refusé de répondre, je vous répondrai dès maintenant, Monsieur Jahn. J'énumérerai tout d'abord les propositions présentées en temps utile : procédure commune d'échanges d'informations entre réseaux de surveillance et de contrôle de la pollution atmosphérique par SO₂ et diverses formes d'émissions ; objectifs de qualité des eaux de surface destinées à la production d'eau potable ; directives sur la teneur en plomb de l'essence, directive sur la teneur en soufre du gas-oil, directive sur la teneur en plomb et en cadmium de la vaisselle, directive sur la composition de certaines substances nocives, résolution énergie-environnement, proposition relative à l'association de la Communauté à la Convention de Paris et à la signature de cette convention par la Communauté, proposition relative à l'association de la Communauté à la Convention de Strasbourg, directive sur l'élimination des rejets d'hydrocarbures, directive sur l'élimination des déchets, création d'une fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail ;

— propositions adoptées par le Conseil dans les délais fixés : objectifs de qualité des eaux de surface destinées à la production d'eau potable, directive sur l'élimination des rejets d'hydrocarbures, résolution énergie-environnement, association de la Communauté à la Convention de Paris, association de la Communauté à la Convention de Strasbourg ;

— propositions de la Commission présentées après échéance des délais fixés : critères de nocivité des polluants, normes pour l'eau potable, procédure d'échanges d'informations entre réseaux de surveillance et de contrôle de la pollution des eaux, directive sur les peintures et les vernis, directive sur le bruit sur les chantiers, pollution dans les trois secteurs suivants : pâtes à papier, fabrication du bioxyde de titane, sidérurgie ; recommandation sur le principe « pollueur-payeur », directives sur les déchets volumineux, directives en faveur du reboisement ; — propositions adoptées par le Conseil après échéance des délais fixés : directive en faveur de l'aide aux régions

Scarascia Mugnozza

de montagne, recommandation sur le principe « pollueur-payeur ».

N'a pas encore été adoptée, mais le sera probablement dans quelques jours : la proposition relative à la création de la fondation européenne. N'ont pas encore été adoptées parce que le Parlement européen, après un délai d'un an, n'a toujours pas formulé d'avis : la directive sur la teneur en plomb de l'essence et la directive sur la teneur en soufre du gas-oil.

Reconnaissez, Monsieur Della Briotta, que vous aviez déjà été informé de l'ensemble de cette liste — ainsi que d'ailleurs tous les membres de votre commission. Cette liste ainsi que les travaux de la Commission ont déjà fait l'objet, à deux reprises (à Rome et à Paris), d'un débat en ma présence. Nous avons exposé à cette occasion les raisons de notre retard, dû, entre autres, aux difficultés que nous avons eues pour entrer en contact avec les États membres afin d'obtenir les informations nécessaires. Qui plus est, nous avons, dans bien des cas, été contraints d'entreprendre des études pour déterminer les données réelles de la situation actuelle. C'est ainsi que différentes opinions ont été formulées au sujet du bioxyde de titane, et nous sommes justement en train de discuter avec les experts compétents de la position qu'il convient d'adopter. Il semble, en effet, que les effets de la présence de titane varient suivant qu'il s'agit d'une mer ouverte ou d'une mer fermée, telle que la Méditerranée. Nous préparons également, à l'heure actuelle, les directives d'application de la recommandation « pollueur-payeur », et je vous assure que ce n'est pas chose facile.

L'on nous demande, d'autre part, quels seraient, de l'avis de la Commission, les effets préjudiciables des amputations de crédits opérées par le Conseil dans le budget. Il s'agit là de sommes relativement peu élevées, qui auront une incidence sur certaines études et qui pourraient entraîner certains retards, non préjudiciables toutefois. La Commission est consciente du fait que tout retard dans la réalisation du programme d'action en matière d'environnement se traduit par une stagnation.

Nous en sommes conscients, Monsieur le Président, mais en disant ceci, nous ne résolvons pas le problème. Quelles mesures la Commission compte-t-elle prendre et quelles propositions peut-elle présenter pour assurer qu'à l'avenir, le programme d'action en matière d'environnement sera normalement exécuté ?

Monsieur le Président, nous ne pouvons qu'assurer que nous ferons, avec la meilleure volonté du monde, l'impossible — ainsi que nous l'avons fait jusqu'à présent — pour que le programme d'action puisse être réalisé. Ce disant, nous espérons, également, que ces débats pourront être employés plus utilement.

M. le Président. — La parole est à M. Jahn.

M. Jahn. — (D) Monsieur le Président, je serai bref. Mais je tiens à dire, cher Monsieur Scarascia Mugnozza, que nous sommes ici au Parlement, entre membres du Parlement, et je pense que nous profiterions tous de ce que la Commission et le Parlement fassent, l'un envers l'autre, preuve de quelque considération. Je ne peux accepter la façon dont vous avez formulé certaines choses. Mes questions et les travaux que nous effectuons en commission doivent, bien entendu, être communiqués au Parlement afin qu'il soit informé des points sur lesquels nous rencontrons des difficultés. C'est dans cette optique que ces questions ont été posées — et elles ont été élaborées avec la collaboration de nombreux autres collègues, car je n'en suis, bien sûr, pas l'unique auteur. Si vous aviez répondu dès l'abord aux différents points de notre question, Monsieur le vice-président, vous auriez évité bien des tensions dans cette enceinte.

Si, à une heure aussi tardive — alors que j'ai déjà fait remarquer ce détail fâcheux dans ma première intervention et que j'ai déploré qu'au cours de cette session je devrais faire fonction de dernier orateur trois soirs de suite — vous dites : désormais, nous ne débattons plus des questions qui sont abordées tard dans la nuit, devant une Assemblée fort réduite, je ne puis toutefois abonder dans votre sens. Voilà pour ce point !

Sur un point, Monsieur le Président, nous avons été victimes d'un malentendu. Je n'ai pas dit qu'aucune décision n'avait été prise sur le problème du Rhin et que la Commission ne s'était pas efforcée, d'une manière ou d'une autre, d'exposer à la commission du Rhin ses idées sur la question ; j'ai dit que nous n'étions pas en mesure, aujourd'hui, de présenter une proposition définitive relative à un programme de protection de l'environnement rhénan. Et cela, vous ne sauriez le nier. Sur les efforts entrepris, j'ai toujours été d'accord avec vous. Je suis simplement profondément attristé de ce que le débat d'aujourd'hui ait dégénéré en une telle querelle. Ce n'est, en tout cas, pas une façon de discuter avec ce Parlement.

M. le Président. — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (I) Je ne voudrais pas que cette séance se termine sur une mauvaise impression. J'ai beaucoup d'estime pour M. Jahn. Il y a probablement eu une équivoque entre nous, mais M. Jahn peut parfaitement comprendre que lorsqu'on discute d'éléments aussi délicats, il faudrait disposer du temps nécessaire et il conviendrait également que s'instaure la solennité nécessaire, sans quoi la discussion serait inutile et il risque de surgir des équivoques que je tiens à éviter. En disant cela, je voudrais réaffirmer toute l'estime dans laquelle je tiens M. Jahn.